

Historique de l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec (A.P.P.Q.)

jeanne beaudry

L'A.P.P.Q., l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec, a vu le jour officiellement, à Montréal, Québec, le 15 novembre 1985. Comme son nom l'indique, cette association regroupe essentiellement des thérapeutes, des professionnels aux prises avec la réalité concrète de la pratique psychothérapique. Elle a pris forme somme toute très rapidement. À peine deux ans se sont écoulés entre la réunion initiale regroupant ses futurs premiers membres et la mise en place de l'ensemble de la structure de fonctionnement de base. De toute évidence, le besoin d'une telle association était fortement ressenti. Il a suffi de quelques personnes pour poser la question, un soir, et le vote et la décision étaient pris.

Dans cet article, je vais tenter de raconter la mise en place de cette association. Sans ignorer, mais en y allant de quelques touches à peine, les petites luttes intestines : l'A.P.P.Q. en a eu sa part comme toute organisation, semble-t-il. J'aimerais faire ce récit non pas uniquement en tant que membre de l'A.P.P.Q. depuis ses tout débuts, mais bien en tant que personne active et présente, au même titre que Robert Pelletier et Hubert Van Gijseghem, à sa fondation. Raconter, observer — discuter aussi... Car si l'A.P.P.Q. se voulait d'abord et avant tout un lieu de réflexion, elle a également eu le sens d'une affirmation, d'une volonté de reconnaissance, pour les psychothérapeutes ayant une pratique inspirée de la psychanalyse, mais œuvrant en dehors de la Société canadienne de psychanalyse et de ses deux sections locales: la Société de psychanalyse de Montréal (S.P.M.) et la *Quebec English*. En ce sens, l'Association a signifié le désir de se faire « une place » dans les milieux psychanalytiques alors existants au Québec. Pour écrire cet article, j'ai relu l'ensemble des documents d'archives de l'A.P.P.Q., procès-verbaux et bulletins d'informations, de même que les numéros du journal de l'A.P.P.Q. Quelle place prendre, quelle place nous donne-t-on et se donne-t-on, par rapport à la S.P.M., dans les débats théoriques et cliniques, ou plus généralement sur la scène du social? De telles questions, présentes dès les débuts de l'Association, se sont posées de façon périodique à travers les années.

Questions au groupe, à l'Association, mais aussi à l'individu, à chaque individu. Questions entraînant des débats qui ont eu leurs moments chauds. Le présent article se divise en deux temps : je retracerai d'abord l'histoire plus factuelle, les premiers pas organisationnels, puis je chercherai, dans une deuxième partie, à faire ressortir les moments de questionnement que l'Association a traversés.

J'aimerais rappeler, avant de poursuivre, que la gestion de l'A.P.P.Q. est le résultat d'un travail bénévole de la part de ceux qui y ont mis du leur. Depuis quelques années, un poste de secrétaire en bonne et due forme, avec rémunération, a été mis en place. Mais le reste du travail continue de se faire sur une base bénévole. Dans toutes ces situations, maintenant comme à ses débuts, les motivations de chacun, j'imagine, peuvent varier : plaisir d'organiser, volonté de se doter d'un lieu de réflexion et/ou d'affirmation professionnelle, désir d'un espace pour faire des présentations publiques, souci d'enrichir son curriculum vitae ou de répondre aux exigences d'un milieu de travail (être actif sur des comités, publier, etc.). Autant de motivations qui ont leur valeur et leur légitimité mais qui peuvent à l'occasion signifier des enjeux différents pour chacun et entraîner leur part de malentendus et parfois de tensions... Mais il me paraît remarquable que toujours, à travers les quinze années d'existence de l'A.P.P.Q., les divers comités qui se sont succédés ont été d'une belle efficacité. La structure de l'organisation se peaufine, se raffine sans cesse (le tout dernier dépliant diffusant le programme des activités annuelles offre une présentation très esthétique), les activités sont toujours plus nombreuses, avec une participation des membres qui ne se dément pas, et l'effort est soutenu pour faire de l'A.P.P.Q. un lieu de débats. D'année en année, un esprit dynamique anime le comité exécutif, même si sa « couleur » peut varier selon ses membres, ce qui garde l'A.P.P.Q. bien vivante. Si le présent article, dont le but est historique, se centre davantage sur la première mise en place de l'A.P.P.Q. et ses enjeux, il importe de souligner l'excellent travail de tous les comités qui s'y sont succédés par la suite et de leurs présidents (François Gauthier, Geneviève Mennasemay, Diane Latendresse, pour ne mentionner que ceux qui ont occupé ce poste dans les dernières années).

*

L'A.P.P.Q. existe donc maintenant depuis quinze ans. Il faut savoir qu'au Québec, au début des années 1980, il n'y avait que la Société psychanalytique de Montréal (S.P.M.), une des branches locales — avec la *Quebec English* de la Société canadienne de psychanalyse, comme lieu d'appartenance structuré auquel adhérer, si on adoptait l'approche psychanalytique comme outil de travail et de réflexion théorique. Mais pas question d'en être membre sans être passé par un des deux programmes de formation (anglophone et francophone) de l'Institut canadien de psychanalyse, géré par la Société du même nom. Tout comme à peu près personne, à cette époque, n'ose encore s'appeler « psychanalyste » sans être dans ses rangs. En dehors de la S.P.M., c'est le vide. Vide ressenti depuis longtemps par les cliniciens. Ainsi l'A.P.P.Q. a-t-elle été comme une réponse à un manque —

sentiment de solitude, etc. — ressenti par plusieurs au fil des ans. Surtout par les psychologues, semble-t-il, puisque non seulement les premiers, mais encore aujourd'hui, la majorité de ses membres sont des psychologues. Les membres venant d'autres professions (psychiatrie, travail social, nursing, psycho-éducation ou autres) restent minoritaires.

Prenons le parcours d'un étudiant en psychologie clinique, il y a une vingtaine d'années. La base théorique de sa formation de deuxième cycle universitaire était psychanalytique — pour l'interprétation des tests projectifs tout autant que pour la compréhension des psychopathologies et du développement psychique en général. Ces premiers jalons théoriques restent toutefois très généraux, sans grande expérience pratique. Le deuxième cycle complété, l'étudiant, maintenant considéré apte à travailler comme psychologue, peut se retrouver sur le marché du-travail. S'il décide de poursuivre et d'entreprendre un doctorat clinique, l'approche psychanalytique restera l'outil privilégié. Mais comme le savent tous ceux qui ont été formés à cette approche, et peut-être surtout ceux qui ont eu le désir de l'approfondir, le champ psychanalytique est complexe, comportant plusieurs écoles et une multitude d'auteurs, il ne se laisse pas facilement maîtriser! Le besoin se fait donc rapidement sentir, une fois hors de l'université (après le deuxième ou le troisième cycle), d'aller chercher supervisions et séminaires. Pour certains, la fameuse question se pose : s'inscrire ou non à l'Institut canadien de psychanalyse? à sa section francophone ou à sa section anglophone? Il s'agit là d'un processus long et très coûteux, d'un parcours qui exige d'adhérer à une école qui forme chapelle, ce qui ne tente pas à tous, et tous n'ont pas nécessairement le désir de pratiquer la psychanalyse au sens classique du terme (divan, rythme intensif des séances). Sans parler du fait qu'il n'était pas évident à l'époque, d'y être accepté, surtout quand on n'était pas médecin. Très peu se retrouvent donc à l'Institut. Comme alternative, quelques programmes de formation post-universitaire existent : d'une durée de deux ou de trois ans, avec séminaires et suivis de cas supervisés, ils sont moins intensifs et moins coûteux. Le programme du Centre de psychologie Gouin, alors appelé le Centre d'orientation et de réadaptation de Montréal, en est le prototype. Mais ces programmes offrent une formation, puis se terminent, contrairement à ceux de l'Institut, qui proposent aux candidats promus un *membership* à une des deux sections locales de la Société canadienne de psychanalyse.

Au début des années 1980, Robert Pelletier et moi-même nous retrouvons ainsi inscrits au Centre d'orientation. Au cours de la dernière des trois années de ce programme, Robert Pelletier me parlera de l'idée de donner suite au travail de réflexion entrepris au Centre : d'autres seraient-ils aussi intéressés à ce que des séminaires et/ou des discussions de cas se poursuivent? L'idée de réunir les anciens de ce programme de formation prend forme. Nous sommes prêts à prendre en charge l'organisation de séminaires s'il y a une réponse favorable. C'est ainsi que nous allons rencontrer Hubert Van Gijsegem, alors directeur du programme de formation, pour lui faire part de nos préoccupations et de notre idée de faire appel à ceux qui sont déjà passés par le programme. Une première rencontre est

organisée. Donnant suite à notre demande (nous ne sommes pas les premiers de ce programme, semble-t-il, à exprimer la même préoccupation), Hubert Van Gijseghem rédige et envoie une lettre, en date du 1^{er} février 1984, convoquant tous les anciens. Cette toute première réunion a lieu le 23 février 1984. Vingt personnes y sont venues (sur un potentiel d'environ cinquante). Ce soir-là, l'idée est lancée : pourquoi ne pas mettre sur pied une véritable association au lieu de simples séminaires? L'idée est retenue. Un premier comité se met en place, qui verra non seulement à organiser des séminaires, mais à explorer la possibilité de fonder une association. Les membres de ce premier comité varieront au fil du temps, à l'exception de trois d'entre eux, qui resteront en poste pour plusieurs années et peuvent être considérés comme les fondateurs et les piliers de la mise en place de l'A.P.P.Q. : Hubert Van Gijseghem, Robert Pelletier, et moi-même. Tous trois, nous avons consacré temps et énergie, avons soutenu et porté la mise en place de l'A.P.P.Q. durant ses premières années et au-delà. Robert Pelletier, en particulier, y a mis de lui-même et de sa passion, je tiens à le souligner. Il croyait beaucoup à l'A.P.P.Q., « voulait » l'A.P.P.Q., et en a été un pilier majeur. C'est par ailleurs, bien sûr, grâce à l'effort collectif de plusieurs autres personnes, qui ont accompli diverses tâches à divers moments, que l'A.P.P.Q. a pris forme et évolué dans ces premières années vers une articulation et un encadrement toujours plus précis, plus rodé. Il serait fastidieux d'en dresser la liste. Quelques noms doivent toutefois être mentionnés : Nicole Lanouette, active sur le comité exécutif dès 1988, et dont l'apport a été très important et continu par la suite; Réal Laperrière, dont la présence a été constante, à différents niveaux, et toujours plus active et essentielle; Robert Pelsser, aussi, très impliqué dès la fin des années 1980. Ces trois personnes ont beaucoup apporté à l'A.P.P.Q. des premières années. Tous trois occuperont aussi la fonction de présidents à un moment ou l'autre.

Mettre sur pied une association, sans argent ni logistique disponible, signifie beaucoup de bénévolat. Les tâches se sont réparties davantage au fil des ans entre différents membres et sous-comités; mais si l'on se reporte aux débuts de l'A.P.P.Q., il fallait donner forme à tout et tout faire « à la mitaine ». Quiconque s'est impliqué dans ce genre d'organisation sait à quel point les petites tâches se multiplient : achats divers, tenue de livres, émissions de reçus, constitutions de listes d'envois et de listes de membres, rédaction de lettres, etc. Dès sa mise en place, le comité s'est activé : déjà, en mars 1984, une première « feuille de chou », notre premier bulletin d'information, paraît, incluant un sondage quant à des choix de séminaires; en mai, quatre séminaires sont proposés pour septembre 1984 (dont trois auront effectivement lieu); en juin, une première assemblée générale est organisée, douze personnes sont présentes, une première cotisation de 10,00 \$ est votée; parallèlement, un premier bottin est rédigé, se basant essentiellement sur la liste des personnes ayant suivi le programme de formation en psychothérapie psychanalytique du Centre d'orientation. Ces personnes ont constitué la base du *membership* de l'A.P.P.Q.

Il ne s'agit alors encore que d'un premier travail de regroupement. C'est au cours des années 1984-1985 et 1985-1986, que le comité mettra définitivement en

place l'infrastructure de l'A.P.P.Q. Une fois complétés les formulaires pour obtenir une accréditation en tant qu'association (obtenue le 15 novembre 1985), il y a eu le long et patient travail d'élaboration des statuts et règlements : proposés aux membres lors de la deuxième assemblée générale en juin 1985, ils seront envoyés à l'Inspecteur général des institutions financières du gouvernement du Québec, repris et corrigés selon ses exigences, pour être finalement réexpédiés sous leur forme finale en septembre 1986. Parallèlement, le comité met en place de nouvelles activités. En plus des séminaires, des conférences sont organisées : la première à l'automne 1984, avec Guy Da Silva, la seconde au printemps 1985, avec Eva Lester. Ces conférences sont ouvertes, non réservées aux membres comme le sont par ailleurs les séminaires. Il faut alors penser les affiches, la distribution, la publicité, trouver des personnes ressources dans les divers hôpitaux, aller dans les universités et autres organismes. Le regroupement, dès 1984-1985, compte trente-cinq membres, dont vingt-quatre participeront à la deuxième assemblée générale de 1985. Une cotisation de 50,00 \$ y est votée, dont le montant restera le même pendant plusieurs années.

Le comité est très encouragé, les membres le soutiennent bien. Il élargit ses activités : mise en place d'un comité d'admission et de critères d'équivalence pour ceux qui n'ont pas été formés dans le cadre d'un programme structuré reconnu; choix d'un sigle, d'un papier à en-tête; démarches pour faire connaître l'Association, contacts avec d'autres associations et corporations, telle la Corporation professionnelle des psychologues du Québec d'alors; au printemps 1986, organisation d'une conférence, il s'agit de la quatrième, avec des invités de l'extérieur du Canada : Franco Baldini et Sergio Contardi d'Italie, Ellie Ragland-Sullivan des États-Unis, en collaboration avec le regroupement de l'Instant freudien de l'Université d'Ottawa. Nouvelle logistique à mettre en place, donc : transport, réception, logement des invités, sans oublier le magnifique buffet chez Hubert Van Gijseghem. L'assistance aux conférences augmente peu à peu : vingt-cinq à la première, trente-sept à la deuxième, quarante-cinq à la troisième, cinquante-cinq à la quatrième, au printemps 1986.

Les choses tournent rondement, et l'année 1986-1987 s'enrichira du troisième volet d'activités que les comités successifs de l'A.P.P.Q. ont toujours maintenu par la suite : l'organisation d'un colloque. Je peux voir maintenant à quel point nous avons été ambitieux dans notre désir d'organiser rapidement des activités à divers niveaux. Cette année-là, en plus de séminaires, de soirées-vidéo (projections de conférences enregistrées et empruntées des vidéothèques des hôpitaux), de conférences, auxquelles s'est ajoutée une présentation de cas clinique, d'une assemblée générale annuelle avec vin et fromage, le comité va de l'avant avec une journée de colloque d'envergure : deux tables rondes avec huit conférenciers invités (quatre par table ronde), un repas, etc.

Ce premier colloque aura lieu en mai 1987. Nouveau format, nouvelle logistique à finaliser : en plus des communications avec les conférenciers, il y a la salle à dénicher, le repas, à nouveau les affiches, une publicité plus large (public

ouvert), le dépliant, les inscriptions... Je nous revois, Robert Pelletier et moi, attablés dans des cafés à faire des collages pour donner forme au premier dépliant, à regarder des modèles d'affiches, à faire des listes de choses à ne pas oublier, du verre d'eau au microphone, ou encore à discuter de tel ou tel point au téléphone. Une belle idée a été d'inviter les conférenciers et animateurs au petit-déjeuner le matin même du colloque, de façon à permettre à tout ce beau monde de se rencontrer, d'amorcer l'échange. La tension, l'excitation vécues à l'arrivée du jour fatidique. Un risque, un défi, un succès. Déjà 125 inscriptions, de mémoire. Au deuxième colloque, dès l'année suivante en mai 1988, il y aura 250 inscriptions selon les archives. La formule des tables rondes, stimulante de par la variété des interlocuteurs, a toujours été maintenue, depuis, dans les colloques de l'A.P.P.Q.

Oui, de mettre sur pied l'A.P.P.Q. dans la forme qui lui a été insufflée dès le départ s'est avéré une expérience exigeante, et heureusement stimulante, dans les toutes premières années du moins. La réponse positive des gens non seulement stimulait les membres du comité, mais venait démontrer le besoin d'une telle association.

Puis, avec le premier colloque est venue l'idée d'une publication de ses Actes, sous forme de livre, d'abord assumée entièrement par les mêmes trois personnes, incluant son coût financier. À ce moment-là, le budget de l'A.P.P.Q. est très limité; au 31 décembre 1986, le solde est de 724,35 \$. L'idée viendra plus tard d'inclure le coût des Actes dans le prix de l'inscription au colloque, ce qui règlera le problème financier de leur édition. Une telle entreprise comporte cependant une autre exigence, et non la moindre. Tenir un rôle d'éditeur allait amener son lot d'apprentissages, du moins pour moi, et avec les années, son lot de conflits plus ou moins souterrains. Les ambitions et les enjeux personnels ou plus narcissiques, qui ne sont pas les mêmes pour chacun, prennent du poids. Habileté acquise pour l'un, nécessité pour l'autre d'apprendre à ne pas se laisser tasser, blesser... Ah, la ronde des noms sur la première de couverture, par exemple! La maquette revient de la maison d'édition avec l'ordre alphabétique inversé des noms des éditeurs, prétendument parce que « ça fait mieux » au plan graphique, à cause du nombre décroissant des lettres des trois noms. Personnellement, l'un ou l'autre ordre alphabétique me laisse d'abord indifférente. D'une part, parce que ces enjeux ne sont pas ceux qui ont occupé ma vie, d'autre part, parce que je suis simplement naïve : je ne m'étais jamais éveillée au fait que l'emplacement des noms, leur ordre, donne un poids au rôle des auteurs, et que seul le nom du premier apparaît au *listing*. Mais Robert Pelletier, lui, réagit : n'avons-nous pas tous autant travaillé à cette édition? L'un ne veut pas se retrouver toujours en deuxième, l'autre ne veut pas être en troisième, si l'ordre alphabétique est respecté, je trouve que Robert a raison de vouloir que soit reconnu à parts égales le travail des trois coauteurs. La décision sera unanime : une alternance des noms, à chacune des parutions à venir. Décision avec laquelle je me suis toujours sentie plus ou moins à l'aise, à cause du changement constant qu'elle implique; je ne sais pas ce qui en est de Robert et d'Hubert. Après les trois premières publications, et sans qu'on en rediscute vraiment, la raison de l'ordre alphabétique simple a repris le dessus. Puis, il y a eu

l'histoire de l'illustration pour la page couverture du deuxième livre, que je ne raconterai pas; puis, les commentaires désagréables, les malentendus engendrés par la tension qui monte et les réactions brouillonnes; puis l'envie de personnes à l'extérieur du triumvirat, dont je n'ai pu percevoir tous les va-et-vient, ayant quitté à ce moment en congé de maternité. Les actes des colloques ont fait l'objet de publications officielles sous forme de livres pendant plusieurs années, jusqu'en 1995¹; par la suite, ils ont été simplement reproduits dans le cadre du journal de l'A.P.P.Q., à l'exception du colloque de 1997, publié dans la revue *Filigrane* (automne 1998).

Aujourd'hui, en date de mai 2000, l'A.P.P.Q. compte 148 membres. Les trois formats d'activités : séminaires, conférences, colloques, des premières années se maintiennent, mais à un rythme croissant, les activités étant devenues de plus en plus nombreuses tout au long des années 1990, grâce au travail soutenu des gens en place. Quelle orientation prendra l'Association dans les années à venir? La question se pose sur plus d'un plan — quant à sa propre identité et à sa place sur la scène psychanalytique, quant à sa place dans le social, quant au rôle aussi qu'elle entend tenir vis-à-vis de ses membres. Je me rappelle, à nouveau, certaines discussions du comité après le deuxième colloque, discussions plus animées mais stimulantes et amicales, sur « l'esprit » à donner plus spécifiquement au colloque : doit-on s'en tenir aux demandes formulées par les membres, plus cliniques, ou insuffler des dimensions autres, parfois plus audacieuses par rapport au parcours habituel du clinicien; des dimensions plus universelles, repoussant les frontières du cadre théorique métapsychologique vers la littérature, la philosophie, les arts, et leurs questionnements? Non pas pour parler de tout et de rien, ni pour devenir littéraire ou philosophe; mais pour laisser ces questionnements interpeller, enrichir, et même encadrer la réflexion psychanalytique. Une association doit-elle suivre ses membres, quitte à les maintenir dans ce qu'ils connaissent déjà, ou doit-elle aussi les devancer, les stimuler, quitte à les dérouter parfois? La seconde tendance a d'abord dominé : eh oui, le comité d'alors avait cette ambition!

*

La place de l'A.P.P.Q. sur la scène psychanalytique québécoise a posé question dès le départ, à travers deux aspects bien concrets : le nom à donner à l'Association, puis les critères devant la définir. Ce thème sera ensuite au cœur même du débat du tout premier colloque organisé par l'A.P.P.Q., intitulé : *Psychothérapie psychanalytique ← Psychanalyse*.

Comment nommer l'Association? Personne, ou presque, qui ne soit pas membre de la S.P.M. n'ose à cette époque s'appeler psychanalyste. Faut-il se rabattre sur les termes « psychodynamique », ou encore « orientation psychanalytique »? Les membres du comité veulent une affirmation plus nette : on choisira alors de maintenir le terme de psychothérapeute, mais en y accolant celui de psychanalytique. Ce qui donnera un titre plutôt lourd : « l'Association des psychothérapeutes psychanalytiques du Québec » (je revois la grimace de François Peraldi, psychanalyste québécois aujourd'hui décédé, à l'audition de ce titre...),

mais titre qui a le mérite d'affirmer clairement le choix psychanalytique! Du moins, c'est la perception du comité du moment. Première prise de position, donc. Puis, la rédaction des statuts et règlements exige de définir l'Association. Deuxième prise de position : permettre un lieu d'appartenance plus ouvert que celui de la S.P.M., tout en ciblant spécifiquement le champ de la pratique clinique. Quiconque est un praticien et répond à certaines exigences de base de formation à la théorie et à l'utilisation clinique de la psychanalyse pourra faire partie de l'A.P.P.Q. Le but est d'ouvrir un espace de discussions à tous ceux que la psychanalyse intéresse dans leur pratique — ce que n'offre pas la S.P.M. d'alors. Tout en permettant une formation continue par ses séminaires et conférences, l'Association n'a pas comme objectif de faire de la formation ou de proposer un programme de formation en tant que tel. Elle ne cherche pas à devenir un nouvel Institut. C'est aussi pourquoi, d'emblée, les conférences et colloques seront ouverts à toute personne intéressée, non membre. Seuls les séminaires et bientôt les présentations cliniques seront réservés aux membres, du moins à cette époque.

Mais la « vraie » psychanalyse est-elle l'apanage exclusif des membres de la S.P.M.? La question est chaude et sera soulevée dès le premier colloque, en mai 1987. Question bien théorique pour la toute jeune Association, et pourtant certains de ses membres sont des chevronnés de la psychanalyse. La psychothérapie en face à face est-elle de la psychanalyse? La psychanalyse se définit-elle par la cure classique qui serait, elle, la seule « vraie » psychanalyse, et/ou par l'utilisation du transfert, qui, lui, ne surviendrait pas de la même façon en face à face? etc. Un premier colloque, donc, où des conférenciers « psychanalystes » et « psychothérapeutes » confrontent leurs points de vue sur ces questions. Ce thème fera retour de façon périodique, au sein de l'Association : à partir de quand et d'où s'autorisera-t-on à s'appeler psychanalyste?

Premier moment, que certains qualifieront de crise : le 5 décembre 1991, une réunion-débat spéciale a lieu, où les échanges sont plus musclés. Robert Pelletier y présente un texte intitulé « L'Advenir du psychothérapeute psychanalytique », texte auquel trois membres (Daniel Puskas, Hélène Richard, Hubert Van Gijsegem) sont invités à réagir pour ensuite ouvrir le débat avec la salle. Il semble qu'aucun procès-verbal détaillé de cette rencontre n'existe. Je n'ai malheureusement pu retracer qu'un court résumé dans le petit bulletin d'information de décembre 1991 (personnellement, je n'ai pas assisté à cette soirée) où les questions soulevées sont rapportées ainsi :

Sommes-nous du côté de la psychothérapie ou de la psychanalyse?
 Quelle est la nature de nos rapports individuels [avec la psychanalyse],
 de nos investissements de la psychanalyse? Réflexion sur le processus
 psychanalytique — nos raisons d'appartenance à l'A.P.P.Q. — notre

désir de reconnaissance en tant que psychothérapeute ou psychanalyste
— la nécessité de témoigner entre nous et publiquement de notre
pratique analytique — les modalités et critères d'admission à
l'A.P.P.Q.

Il s'agit là d'un petit résumé non officiel, sans plus. Mais il laisse entrevoir que plusieurs aspects ont été abordés, mêlant les dimensions institutionnelles et individuelles, comme c'est souvent le cas dans le feu d'un débat. En octobre 1991, le même petit bulletin avait annoncé ce débat dans les termes suivants : « [rencontre] où nous pourrions réfléchir et discuter autour de la question de l'identité professionnelle des membres de l'A.P.P.Q. et des motifs d'appartenance à celle-ci ». Ainsi la question de l'identité est-elle relancée — véritable boîte de pandore en psychanalyse, qui conçoit le sujet de l'inconscient ou le sujet du désir comme une instance « difocalisée », difficilement réductible à une identité². D'une part, ce débat amène la démission de Robert Pelletier de l'A.P.P.Q. (bien qu'il y reste actif), il dit ne plus s'y reconnaître car il souhaite une affirmation plus nettement psychanalytique; d'autre part, le bref résumé du bulletin de décembre 1991 conclut : « la rencontre a laissé dans l'ensemble des traces de satisfaction devant une parole qui a pu circuler librement [...] Le souhait semble avoir été que l'A.P.P.Q. conserve son caractère de pluralité où la parole devrait venir "témoigner" de notre praxis psychanalytique ».

Deuxième moment qui, en réalité, avorte. Sans doute interpellée par le départ, cette fois, de Robert Pelsser, qui quitte ses fonctions de président de l'A.P.P.Q. pour « raisons personnelles d'ordre idéologique » (Bulletin de mars 1993), l'assemblée générale de juin 1993 mandate le comité exécutif pour poursuivre le débat autour des questions soulevées en 1991. Souhaitant prendre le pouls de l'Association, une minorité de personnes assistant aux assemblées générales, le comité exécutif invite les membres intéressés par le sujet à prendre en charge l'organisation d'une soirée-débat. L'invitation est lancée en janvier 1994, mais restera sans suite. Est-ce par manque d'intérêt, ou la raison est-elle plutôt à trouver du côté d'un malaise, la plupart ne sachant pas trop quoi penser de telles questions? Ou encore doit-on rejeter la faute sur la forme, la tournure parfois défiante, qu'a prise le débat?

Pourtant, un troisième moment surviendra. En 1996, un journal est mis sur pied par le comité exécutif. Il vise à permettre un espace de « parole publique » aux membres et à stimuler cette prise de parole (*Journal*, avril 1996, 1). Ce journal sera désormais une entité différente du *Bulletin* qui, lui, se limitera aux informations factuelles. Il s'agit là d'un autre jalon dans la démarche de l'A.P.P.Q. pour occuper sa place dans l'espace de réflexion psychanalytique. Cette même année, l'Association fête son dixième anniversaire et organise pour l'occasion un colloque, le 7 juin 1996, réservé à ses membres, colloque dont le thème est « L'approche analytique dans notre milieu de travail : où en sommes-nous? où allons-nous? » Des membres conférenciers y présentent alors leurs points de vue sur la situation de la psychanalyse en région, en bureau privé, dans les hôpitaux et dans les Centres Jeunesse.

Fin 1996, deux articles du *Journal*, adjoints aux textes des conférences présentées au colloque « Xe anniversaire », relancent le débat, suivis de quelques réponses (*Journal*, juin 1997). Puis, plus rien, sauf pour un court article de Francesco Sinatra, auteur d'un des articles de 1996, dans le *Journal* de janvier 1999. Cette fois, la question semble avoir eu pour pôle central « d'oser » dire. Oser se dire psychanalyste, oser prendre la parole en public. On y aborde la difficile problématique de la transmission, questionne les modalités adoptées par l'A.P.P.Q.

Moments de débats importants à l'Association, moments empreints d'une certaine tension aussi, du fait peut-être que certains tentent d'imposer leur « désir » à l'ensemble des membres. J'aimerais saluer ici les articles de Louis Legault et de Bernard Beaudry, parus dans le *Journal* de juin 1997. Ces deux articles, pour l'essentiel, retrouvent et traduisent à mon avis l'esprit dans lequel l'A.P.P.Q. a été fondée : un lieu pour permettre à des professionnels praticiens de formation psychanalytique, d'échanger et de poursuivre leur réflexion dans ce champ si vaste qu'est la psychanalyse. Un lieu ouvert, loin des chapelles. Un lieu d'appartenance aussi. Un lieu d'échange, au sens plus psychanalytique du terme, c'est-à-dire permettant à chacun de venir puiser ce qui fait sens pour lui.

Ne s'agit-il pas là du cadre à maintenir? La pierre d'assise commune pour notre réflexion et notre pratique clinique n'est-elle pas de poser l'hypothèse de l'inconscient freudien, avec ce que cela implique de la fonction structurante de la loi et de la castration pour un inconscient défini comme étant subjectif. Ce qui laisse place à un vaste espace de débats quant aux différents aspects théoriques et cliniques, quant aux différentes écoles aussi (kleinienne, lacanienne, etc.), mais délimite clairement notre « identité » professionnelle par rapport à d'autres ensembles conceptuels comme par exemple l'approche jungienne³. Le reste, tout le reste, ne devrait-il pas rester objet de débat, permettant à chacun élaborations et réflexions, sans devenir un cadre à imposer? La tentation de reformer une chapelle est toujours présente. Savoir écouter l'inconscient n'est pas chose facile; ne pas imposer *d'emblée* ses théories à celui ou celle qu'on écoute est tout un défi, et pour le psychanalyste de nom et pour le psychothérapeute psychanalytique. Que quelqu'un parmi ses membres puisse vouloir s'appeler psychanalyste, c'est ce que l'A.P.P.Q. n'a ni à approuver ni à désapprouver, en même temps qu'elle doit permettre de réfléchir à ce qu'une telle démarche signifie. Par ailleurs, la question de la transmission a-t-elle été vraiment ou suffisamment abordée? On peut aussi se demander jusqu'où cette question concerne l'A.P.P.Q.

À l'A.P.P.Q. les membres sont régulièrement encouragés à prendre la parole en public — ce qui est évidemment souhaitable et va de soi dans une association comme celle-ci. Mais que penser du ton aux accents surmoïques, qui a parfois — je dis bien parfois — été utilisé, dans certains textes, à l'égard des membres pas assez nombreux à prendre la parole en public? Ce qui se voulait au départ invitant devenait alors culpabilisant. Mais en quoi la prise de parole aurait-elle donc à être publique? En quoi serait-il moins intéressant que des membres et même la plupart,

trouvent dans l'Association un lieu où améliorer toujours plus leur « prise de parole » dans le quotidien de leur pratique clinique, par la recherche d'une attitude toujours plus psychanalytique? Il peut être utile de réfléchir sur les raisons pour lesquelles certains ont ce désir de parole publique et d'autres non, comme il peut être intéressant, par ailleurs, de réfléchir sur ce qui amène certains à vouloir porter le titre de psychanalyste et d'autres non. Mais pourquoi cherche-t-on à faire valoir, périodiquement, dans les textes du *Journal*, une dichotomie entre ceux qui veulent nourrir et ceux qui veulent être nourris, entre ceux qui veulent donner et ceux qui veulent recevoir, entre ceux qui veulent dire et ceux qui veulent entendre dire? Mettant d'un côté ceux qui seraient dans une position plus passive (qualifiée de non productive), et de l'autre côté ceux qui auraient une position dite active (qualifiée de productive). C'est tout juste si on n'entend pas: les mauvais d'un côté, les bons de l'autre. Ce n'est pas « ça » qu'on a voulu signifier, je sais bien. Mais alors pourquoi a-t-on utilisé un tel discours? J'ai pu par ailleurs constater en relisant les différents documents de l'A.P.P.Q., que le tout premier procès-verbal de la toute première réunion du 23 février 1984, utilisait déjà cette répartition. Doit-on y voir un symptôme? Ce premier procès-verbal, au demeurant très bref, voulait faire état, sans plus, des propos tenus tout spontanément ce soir-là; mais c'est à se demander si cette toute première classification n'a pas eu une influence inconsciente sur le discours utilisé par la suite, à travers les années.

Conclusion

Jusqu'où ces questions et ces débats au sein de l'A.P.P.Q., jusqu'où l'existence même de l'A.P.P.Q., ont-ils eu un impact sur la façon d'appréhender la psychanalyse, au Québec? Difficile à dire. Mais il est certain que l'arrivée de l'A.P.P.Q. a ouvert un champ plus grand de discussions et a permis que les psychothérapeutes psychanalytiques occupent un espace sur la scène psychanalytique. Les conférences de la S.P.M. elle-même se sont mises, coïncidence ou non, à devenir plus souvent ouvertes aux non membres. L'A.P.P.Q., invitant fréquemment des psychanalystes de la S.P.M., de même que des conférenciers reconnus, de plus en plus souvent d'outre-mer au fil du temps, devient un lieu qui permet un va-et-vient dans les discussions entre ces derniers, nos membres, et les non-membres. La venue du psychanalyste français René Roussillon, organisée grâce à Denise Bourgault et à Monique Sabourin, par exemple, a été un moment particulièrement effervescent. Ces activités, par ailleurs toujours plus nombreuses et variées, auxquelles beaucoup de membres participent, se sont aussi déployées peu à peu hors de Montréal, particulièrement à Québec.

Pour l'année 2000-2001, le comité exécutif s'est donné le mandat de se doter d'un portail Internet et de resserrer les liens avec les régions. L'A.P.P.Q. s'est aussi, tout dernièrement, associée de façon tangible à *Filigrane*, revue déjà en place au Québec depuis dix ans et consacrée à la psychanalyse. Ses membres pouvaient, bien sûr, auparavant y soumettre des articles, mais par cette collaboration, elle s'identifie clairement à une revue et, tout en soutenant cette dernière, se donne un véhicule d'envergure, qui a déjà fait ses preuves, pour permettre un espace d'expression écrite à ses membres.

À n'en pas douter, l'A.P.P.Q. est une association pleine de vitalité qui, souhaitons-le, saura rester ouverte, au sens psychanalytique du terme, à savoir un lieu d'élaboration et non de dogmatisme. La psychanalyse, chacun le sait, est passablement malmenée en Amérique du Nord, depuis plusieurs années maintenant, et la psychanalyse québécoise n'y échappe pas. Des organismes comme l'A.P.P.Q. aident à la maintenir active, en circulation. Et sur ce plan, l'A.P.P.Q. s'est taillée une place remarquable dans le champ de la psychanalyse au Québec. Ceci m'amène à souligner, en terminant, un dernier volet que les premiers membres de l'A.P.P.Q. avaient voulu ouvrir, lors de sa fondation.

J'ai déjà parlé de deux prises de position qui ont caractérisé l'A.P.P.Q. à ses débuts : celle d'une affirmation clairement psychanalytique, laquelle s'est concrétisée par l'utilisation de ce terme dans le libellé de son nom, et celle de permettre un lieu d'appartenance à la fois ouvert et ancré dans la pratique. Mais il y avait eu une troisième prise de position, inscrite à l'article 3d des Statuts, qui pose comme objectif une présence sur le plan social : « à cette fin, participer à des débats publics sur diverses questions d'intérêt social au moyen de conférences de presse, de participation à des émissions radio/télédiffusées, et de tout autre moyen jugé pertinent. » Par cette prise de position, l'A.P.P.Q., dans son désir d'un lieu ouvert, se distinguait à nouveau de la S.P.M., qui, pour des raisons tout à fait valables, avait toujours refusé de tenir un tel rôle. Les membres fondateurs de l'A.P.P.Q. voyaient malgré tout l'importance d'une telle présence, en tant qu'Association, si délicate soit-elle de par ses implications. Une telle aventure comporte des risques. L'Association, très jeune, a sans doute été sage de ne pas y donner de suite trop rapidement. En 1995, un appel a été fait aux membres intéressés par cette dimension; huit personnes se sont manifestées et réunies en décembre 1995. Des idées ont été avancées mais semblent avoir porté peu de fruits à ce jour. Le sujet a fait l'objet d'une discussion à l'assemblée générale de juin 1996, mais on invite alors les membres à des interventions publiques à titre personnel; il n'est pas question de « représenter » le point de vue psychanalytique, au nom de l'A.P.P.Q. Puis le flambeau a été repris, en 1998-1999, avec l'idée d'organiser des conférences publiques visant à vulgariser les idées psychanalytiques. Doit-on aussi envisager de se situer par rapport à certains débats sociaux? Je pense par exemple au défi de la famille reconstituée, au mariage homosexuel, à la question de la psychanalyse face aux différentes ethnies (existe-t-il vraiment une ethnopsychanalyse?). Décidera-t-on d'ignorer ce volet? Ce choix se défendrait. Décidera-t-on d'y donner suite? Cette initiative demandera beaucoup de doigté. Hélène Richard, dans son exposé au colloque « X^e anniversaire » de l'A.P.P.Q., en 1996, relevait les risques d'un isolement et d'un « cocooning psychanalytique » — creusant un fossé entre les praticiens de la psychanalyse et le public *at large*, dont les scientifiques, qui, faute de connaître l'évolution de cette discipline, lui oppose une résistance de plus en plus marquée. « Cette méconnaissance par le public de l'évolution de la psychanalyse m'apparaît être,

entre autres, un des résultats de la fermeture actuelle de la psychanalyse aux changements sociaux, au nom d'un mésusage de sa règle d'abstinence bienveillante.» (Richard, 1996, Où en est rendue la psychanalyse?, *Journal*, A.P.P.Q., 1996, 17). Futur débat pour ses membres? La question se pose.

jeanne beaudry
 hôpital royal-victoria
 clinique des enfants et des adolescents
 3666, mctavish
 montréal
 qc h3a 1y2

Principales dates

23 février 1984	:	première réunion
mars 1984	:	premier <i>Bulletin</i>
7 juin 1984	:	première assemblée générale
15 novembre 1985	:	accréditation officielle
22 mai 1987	:	premier colloque
1988	:	première publication des Actes
1996	:	mise en place du <i>Journal</i>
7 juin 1996	:	Colloque « Xe anniversaire »
2000	:	association à la revue <i>Filigrane</i>

Notes

1. Pour les détails, voir la bibliographie en fin de texte.
2. Au colloque de mai 1987, cette question d'identité psychanalyste-psychothérapeute a même débouché, lors du débat avec la salle en fin d'après-midi, et de façon très émotive, sur la fameuse question d'identité homme/femme, et sur le sexe des panelistes. Ceux-ci étaient tous des hommes, les femmes qui avaient été invitées n'ayant pas donné suite. Il faut dire que le comité organisateur ne s'était pas embarrassé d'une règle ou d'une consigne de départ, concernant l'équilibre homme/femme. Cette discussion a inspiré le thème du colloque de l'année suivante : « Psychanalyse : l'analys(t)e a-t-elle (il) un sexe? »
3. On parlerait maintenant de « psychanalyse » jungienne, bien que la notion d'inconscient s'y base sur des *a priori* très différents.

Références

Archives de l'A.P.P.Q.

Journal A.P.P.Q., avril 1996 à janvier 1999. Le Journal s'intitule tantôt *Journal A.P.P.Q.*, tantôt *Journal tout court*.

Pour faciliter la référence en ce qui a trait aux Actes des colloques, nous privilégions, ici, l'ordre chronologique de publication, et non pas l'ordre alphabétique des noms des éditeurs :

Van Gijseghem, H., Pelletier, R., Beaudry, J. (sous la direction de), 1988, *Psychothérapie psychanalytique ← Psychanalyse*, Méridien, Montréal.

Beaudry, J., Pelletier, R., Van Gijseghem, H. (sous la direction de), 1989, *Psychanalyse : l'analys(t)e a-t-elle(it) un sexe?*, Méridien, Montréal.

Pelletier, R., Van Gijseghem, H., Beaudry, J. (sous la direction de), 1990, *Psychanalyse : vision du monde?*, Méridien, Montréal.

Beaudry, J., Pelletier, R., Van Gijseghem, H. (sous la direction de), 1991, *Le désir de l'analyste dans la cure*, Méridien, Montréal.

Beaudry, J., Pelletier, R., Van Gijseghem, H. (sous la direction de), 1992, *Le corps en psychanalyse*, Méridien, Montréal.

Pelletier, R., Pelsser, R. (sous la direction de), 1993, *L'écho de l'enfance*, l'Inconscient, Montréal.

Gauthier, F. (sous la direction de), 1994, *La pulsion de mort*, Gauthier, Montréal.

Gauthier, F. (sous la direction de), 1995, *La cure infernale*, Gauthier, Montréal.

Gauthier, F. (sous la direction de), 1996, *Le même et le différent*, Gauthier, Montréal.